

ASSEMBLÉE NATIONALE

1^{er} décembre 2025

PRENDRE DES MESURES D'URGENCE CONTRE LA VIE CHÈRE EN OUTRE-MER DANS
LE SECTEUR DES SERVICES - (N° 2028)

Adopté

N° CE25

AMENDEMENT

présenté par
M. Naillet, rapporteur

ARTICLE 3

À l'alinéa 3, après les mots :

« d'outre-mer »

insérer les mots :

« et des parlementaires élus dans la collectivité concernée ».

EXPOSÉ SOMMAIRE

Cet amendement vise à ce que les députés et sénateurs des collectivités concernées puissent participer aux réunions annuelles de détermination des tarifs bancaires dans leur territoire, sous l'égide du représentant de l'Etat, avec les établissements de crédit et l'Institut d'émission des départements d'outre-mer (IEDOM).